

Après une embellie, l'industrie française dans l'expectative

Si 2018 a fini sur un solde positif de 17 ouvertures d'usines, contre 25 en 2017, selon Trendeo, 13 sites ont fermé depuis novembre

Attention, fragile! A l'instar de la croissance économique, ramenée de 2,3 % en 2017 à 1,5 % en 2018, l'industrie française tend à s'essouffler sérieusement. Après un millésime 2017 exceptionnel, avec vingt-cinq ouvertures d'usines de plus que de fermetures, l'année 2018 finit également sur un solde positif, de dix-sept ouvertures, indique le cabinet Trendeo dans son bilan annuel publié mardi 5 février. Mais « les trois derniers mois enregistrés, de novembre à janvier, sont en négatif », relève David Cousquer, son gérant. Au cours de cette période, treize sites industriels ont fermé leurs portes.

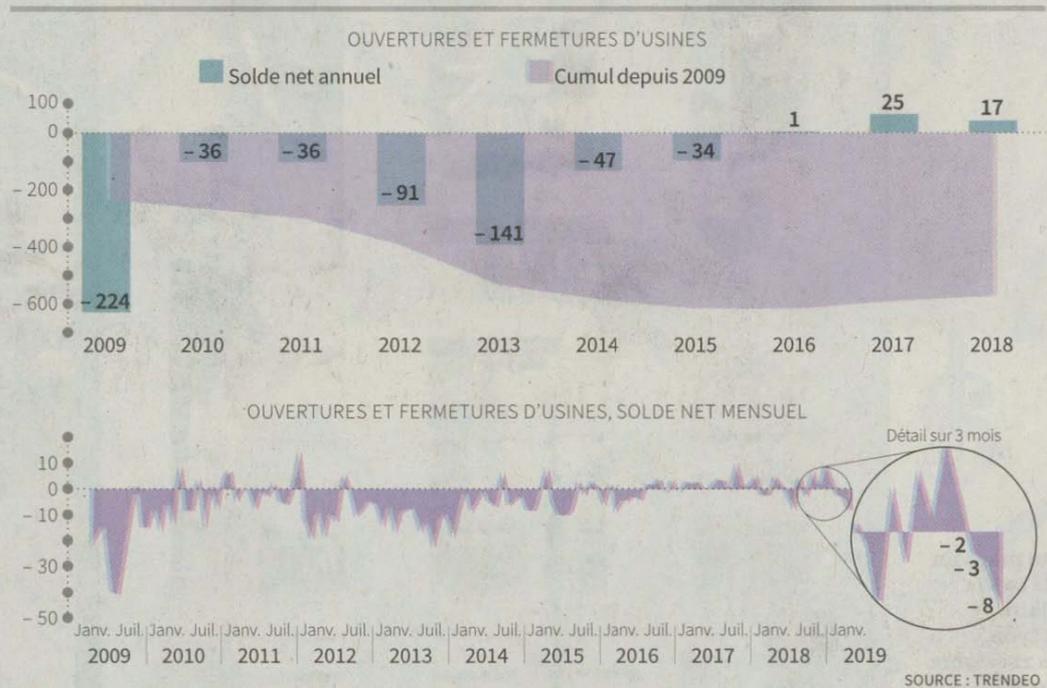
En 2009, après l'éclatement de la crise, la France avait subi la fermeture de quelque 224 usines. Ensuite, chaque année, des dizaines de sites fermaient. Il a fallu attendre 2016 pour observer un retournement de tendance. « [Après trois ans d'embellie], nous pensions que le déclin était enrayé, estime Philippe Varin, le président de France Industrie. Cela reste vrai pour 2018, mais la situation demeure fragile pour l'avenir. »

Selon l'organisation professionnelle, la croissance de la production manufacturière en France pour l'année 2018 devrait être de 0,6 %, près de cinq fois moins qu'en 2017. Pis, en termes d'investissements industriels, l'évolution serait « proche de zéro, voire légèrement négative » par rapport à 2017, où ces montants avaient bondi de près de 5 %, constate M. Varin.

Solde net d'emplois « positif »

Lors du sommet Choose France, organisé mi-janvier, quelque 600 millions d'euros d'investissements étrangers ont bien été annoncés, mais c'est bien moins qu'un an auparavant. Début 2017, plus de 3,5 milliards d'euros d'investissements avaient été dévoilés. « Depuis deux ans, la France a réussi à stopper le déclin industriel engagé depuis vingt ans. Certes, en ces temps d'inquiétude, on ne voit que le verre à moitié vide, mais il faut parler du verre à moitié plein et des performances que nous avons enregistrées », assure Agnès Pannier-Runacher, la secrétaire d'Etat à l'industrie.

Reste que, selon le baromètre annuel de la chambre de commerce américaine en France (Amcham) et du cabinet Bain, publié



mardi 5 février, « seuls 30 % des investisseurs américains présents dans l'Hexagone se déclarent optimistes quant aux perspectives économiques françaises dans les trois années à venir. » En 2017, ils étaient 75 %... La France n'est pas seule en cause, l'environnement international et les tensions commerciales expliquent également ce sentiment.

Malgré tout, les intentions de créations nettes d'emplois d'ici deux à trois ans restent à un bon niveau, selon l'Amcham et Bain : 42 % des investisseurs américains anticipent une hausse du nombre de salariés, contre 52 % en 2017, traduisant les besoins restants liés à la croissance des années antérieures.

Sur l'année 2018, selon France Industrie, le solde net d'emplois dans l'industrie tricolore devrait être « légèrement positif », avec entre 0 et 5 000 emplois de plus qu'un an plus tôt, alors qu'en 2017,

15 000 emplois net avaient été créés. Selon Trendeo, si l'aéronautique, l'automobile, le naval, la chimie ou l'industrie alimentaire recrutent de manière très soutenue depuis trois ans, d'autres secteurs souffrent fortement, comme la production d'électricité ou l'industrie ferroviaire. « Depuis dix ans et l'observation de l'évolution des annonces de créations et de suppressions des emplois, souligne M. Cousquer, le rétablissement de l'industrie manufacturière reste cependant le phénomène le plus marquant. »

Papeterie et plastique inquiètent

En France, alors que le gouvernement souhaite soutenir 124 « territoires d'industrie », le bilan régional des fermetures de sites « fait apparaître l'importance des dégâts pour les régions d'industrie traditionnelle liées à l'automobile, depuis le centre jusqu'au nord de la France, en passant par l'Île-de-France », relève Trendeo, pour qui « les régions qui s'en sortent mieux doivent cette situation à la présence d'investissements dans l'aéronautique ou l'énergie et à l'absence de sites automobiles ».

Alors que Bercy cherche à tout prix à éviter l'arrêt de l'usine de Ford, à Blanquefort, en Gironde, le ministère de l'économie surveille plusieurs filières en difficulté, à l'instar de celle du diesel et de ses quelque 37 500 salariés. Avec l'ac-

celération de la chute des ventes de véhicules au gazole, de nombreuses sociétés souffrent, à l'image de la Fonderie du Poitou Fonte, dans la Vienne, bientôt placée en redressement judiciaire, ou l'usine Bosch de Rodez, qui a lancé une restructuration. Pas moins d'une demi-douzaine d'usines sont aujourd'hui sur la sellette dans ce secteur, selon la Plateforme automobile, qui fédère toute la filière auto.

Autre branche qui inquiète, celle du plastique, alors que les couverts et autres assiettes et verres jetables seront interdits à la vente à partir du premier janvier 2021. « Nous devons aider cette filière qui emploie quelque 2 500 personnes à se transformer et à utiliser les nouvelles normes pour se relancer », indique-t-on à Bercy.

Mais ce n'est pas tout, la papeterie est également en crise en France, avec trois usines d'Arjowiggins, filiale du groupe Sequana, actuellement en redressement judiciaire. Lundi 4 février, Bercy a annoncé que des repreneurs avaient déposé des offres de reprise pour ces trois sites de la Sarthe et de l'Aisne, afin de sauver quelque 1 000 emplois.

Si l'industrie résiste encore en France, pour l'année 2019, commente David Cousquer, « il est encore difficile de prédire ce qui va se passer ». ■

PHILIPPE JACQUE

Bercy surveille plusieurs filières en difficulté, à l'instar de celle du diesel et de ses quelque 37 500 salariés